

**AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT 2023- n°23-087
RELATIF A LA MODULATION DE LA CAPACITE D'ACCUEIL
SAISONNIER DE LA PETITE CRECHE « LES MINOTS » SISE 231
ROUTE DES RENNES - 74110 MORZINE AVORIAZ**

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE HAUTE-SAVOIE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.2324-1 et suivants, et R.2324-16 et suivants,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.214-1 et 7, et D.214-7 et suivants,

Vu la demande d'autorisation formulée par l'Association des Enfants d'Avoriaz en date du 06 avril 2023,

Vu l'autorisation d'ouverture au public délivrée par Monsieur le Maire de la commune de Morzine Avoriaz en date du 12 septembre 2017,

Vu la convention à effet du 1er octobre 2022 portant expérimentation de la délégation d'autorisation ou avis de fonctionnement des Etablissements d'accueil du jeune enfant du Département de la Haute-Savoie à la Caisse d'allocations familiales de la Haute-Savoie,

Vu le rapport du professionnel CAF chargé du suivi et du contrôle des Etablissements d'Accueil des Enfants de moins de 6 ans en date du 13 avril 2023,

Vu le projet d'établissement en vigueur,

Vu le règlement de fonctionnement de l'établissement en vigueur,

AUTORISE SELON LES ARTICLES SUIVANTS

Article 1 : Madame la Présidente de l'Association des Enfants d'Avoriaz est autorisée à procéder à la modulation de la capacité d'accueil saisonnier de la crèche collective de type petite crèche « Les Minots » sise 231 Route des Rennes – 74110 MORZINE AVORIAZ ouverte depuis le 23 décembre 2017.

Cette modification prendra effet à compter de la date de notification de la présente autorisation de fonctionnement, et abroge l'arrêté n° 20-05259 du 28 décembre 2020.

Article 2 : La capacité d'accueil de l'établissement est fixée à :

- 20 places de début décembre à fin avril ;
- 10 places de mai à fin juin ;
- 20 places dont 2 places en accueil touristique de juillet à août ;
- 10 places de septembre à fin novembre ;

pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans.

Les prestations proposées ainsi que l'ensemble des conditions de fonctionnement et, notamment l'accueil des enfants, se feront suivant les jours et heures fixés par le règlement de fonctionnement de la structure.

Article 3 : Conformément à l'article R.2324-27 du Code de la Santé Publique (CSP) : « Dans les établissements d'accueil collectif mentionnés aux 1° et 2° du II de l'article R.2324-17, le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115 % de la capacité d'accueil prévue par l'autorisation du président du conseil départemental ou figurant dans la demande d'avis qui lui a été adressée, sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°- Le taux d'occupation hebdomadaire de l'établissement n'excède pas 100 % de la capacité horaire hebdomadaire d'accueil calculée selon le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire. Les modalités de calcul du taux d'occupation hebdomadaire sont précisées par arrêté du ministre chargé de la famille ;



21 avenue de Genève
CS 89027
74987 ANNECY CEDEX 9

www.caf.fr



2°- Les règles d'encadrement fixées à l'article R.2324-43 sont respectées au regard du nombre total d'enfants effectivement accueillis à tout instant ;

3°- Le gestionnaire de l'établissement transmet à la demande du service départemental de la protection maternelle et infantile les informations nécessaires au contrôle du respect des dispositions du présent article selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la famille ;

4°- Le règlement de fonctionnement présente les modalités d'organisation de l'accueil en surnombre dans l'établissement et son articulation avec les projets éducatif et social mentionnés aux 1° et 2° de l'article R.2324-29. »

Article 4 : Le nombre de places garanties au titre de l'accueil des jeunes enfants des personnes en insertion sociale et professionnelle, conformément aux articles L.214-7 et D.214-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles, ne peut être inférieur à une place par tranche de vingt places d'accueil.

Article 5 : La directrice de l'établissement est Madame Laurence CLOPPET – Infirmière – 0,80 ETP dont 0,30 auprès des enfants.

Article 6 : Conformément à l'article R.2324-42 du CSP, dans les établissements d'accueil collectif de type petite crèche l'effectif moyen annuel du personnel de l'établissement chargé de l'encadrement des enfants « est constitué de manière à respecter les proportions suivantes en équivalent temps plein :

1° Pour quarante pour cent au moins de l'effectif, des personnes titulaires du diplôme d'Etat de puéricultrice, des éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat, des auxiliaires de puériculture diplômés, des infirmiers diplômés d'Etat ou des psychomotriciens diplômés d'Etat ;

2° Pour soixante pour cent au plus de l'effectif, des titulaires ayant une qualification définie par arrêté du ministre chargé de la famille, qui doivent justifier d'une expérience ou bénéficier d'un accompagnement définis par le même arrêté. »

L'effectif du personnel encadrant directement les enfants est d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent.

Article 7 : Le gestionnaire s'assure la présence dans l'équipe de l'établissement d'éducateurs de jeunes enfants selon les quotités minimales indiquées dans l'article R.2324-46-3 du CSP.

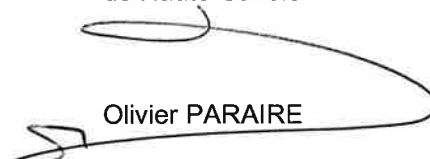
Article 8 : Conformément aux articles R.2324-39 et R.2324-46-2 du CSP, l'établissement s'assure le concours d'un référent santé et accueil inclusif.

Article 9 : Le fonctionnement de l'établissement doit respecter les dispositions mentionnées dans le projet d'établissement et dans le règlement de fonctionnement. Toute modification relative à un des éléments du dossier de l'établissement doit être portée sans délai à la connaissance de M. le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales par la direction ou le gestionnaire de l'établissement.

Article 10 : Les dispositions de la présente autorisation de fonctionnement peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Annecy, le 18 avril 2023

Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales
de Haute-Savoie



Olivier PARAIRE